

AUSTÉRITÉ

Le bras de fer s'intensifie en Europe

Entre 250 000 et 300 000 personnes au moins ont manifesté samedi 26 mars dans les rues de Londres, à l'appel de la centrale syndicale TUC, pour dire non à l'austérité, une mobilisation d'une rare ampleur dans ce pays, de l'avis de tous les observateurs. Deux jours plus tôt, alors que se réunissait à Bruxelles le Conseil européen qui a adopté le «pacte pour l'euro plus» destiné à renforcer les politiques de rigueur budgétaires*, plusieurs dizaines de milliers de salariés manifestaient déjà dans la capitale belge, à l'appel notamment de la confédération FGTB. Cette manifestation se déroulait dans le cadre de l'euro-manifestation organisée par la Confédération européenne des syndicats, avec la participation de

délégations syndicales venues d'Allemagne, de France, du Luxembourg et des Pays-Bas.

La veille, lors d'une conférence de presse à Paris, les syndicats français (FO, CGT, CFDT, CFTC, UNSA) et la confédération syndicale allemande DGB avaient notamment affirmé leur volonté que «la maîtrise des budgets et la réduction des déficits publics préservent les capacités d'investissement et les budgets sociaux».

Pour FO, qui est la première organisation syndicale française à l'avoir condamné dès le 7 février, l'objectif du pacte «est de généraliser une austérité drastique et permanente en Europe pour conforter un peu plus les intérêts des employeurs et des marchés financiers», a insisté Pascal

Pavageau, Secrétaire confédéral chargé du secteur économique.

Au Portugal, le 19 mars, des dizaines de milliers de personnes ont défilé à Lisbonne au cri de «Basta! Les travailleurs en ont marre de payer la crise!». Le 23 mars, le Premier ministre portugais, le socialiste José Socrates, présentait sa démission, deux heures après le rejet par le Parlement de son nouveau programme d'austérité...

**Le pacte a été adopté par l'ensemble des États de la zone euro. Les autres États membres de l'Union européenne sont «invités à participer s'ils le souhaitent». La Bulgarie, le Danemark, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie y ont déjà adhéré. Le contenu de ce pacte sera détaillé dans notre prochain numéro.*